

Intervention de Jean-Christophe Cambadélis Conseil National du Parti Socialiste du 25 mars 2008

Un succès et une sanction. La victoire est tout à la fois un succès pour nous-mêmes et une sanction pour le pouvoir.

C'est, je crois, la combinaison de deux choses : le rejet d'une attitude, le rejet d'une politique, mais en même temps, c'est l'acceptation du début d'un projet ; car ce que l'on n'a pas assez souligné dans cette magnifique victoire, c'est la pratique quotidienne, c'est le modèle quotidien que les socialistes promeuvent au niveau des territoires.

Je crois qu'il s'agit d'un modèle, l'investissement productif, la social-sécurité, un urbanisme écologique, la démocratie locale. Les socialistes ont été perçus comme la protection rapprochée de la population

et des Français. Le problème qui nous est posé, c'est : comment porter au niveau national ce qui est d'ores et déjà une réussite locale. Nous ne sommes pas, comme nous l'avons entendu, dans la cohabitation avec le pouvoir

central, nous sommes d'ores et déjà, par notre pratique, l'alternative. Et il faut tenter, essayer de faire en sorte que nous puissions porter celle-ci au niveau national.

Donc la question qui nous est posée est : comment faire prospérer cette alternative ?

Je voudrais insister sur trois choses.

La première, nous vivons en ce moment une crise tout à la fois institutionnelle, économique et sociale. La victoire des socialistes aux élections municipales n'a pas fait disparaître les données de la situation politique française avant les municipales, bien au contraire. Dans une situation où le président de la République est à son niveau historiquement le plus bas, ne serait-ce que par rapport à son Premier ministre. Dans une situation où moins de onze mois après avoir été élu triomphalement, il est sanctionné par le pays. Nous avons très concrètement la crise institutionnelle et politique, qui nécessiterait rapidement un débouché politique. Nous aurons l'occasion de le faire lors du débat sur la question de nos institutions.

Deuxième point, notre victoire se déroule dans une crise économique. Les caisses sont vides. La crise économique est mondiale. Ce que nous disions avant les élections va se produire après les élections. Il est évident que le pouvoir va être confronté à la question de l'austérité.

Mais en même temps, nous sommes dans un moment particulier de reconstitution sociale, si je puis dire. Il n'y a pas que les élections municipales, il y a dans notre pays toute une série de mouvements sociaux

sur la question des salaires. On l'a vu avant, pendant et on le verra après les élections municipales. Il ne faut pas, absolument pas, au nom de la victoire, oublier ce que nous avons dit sur la question du pouvoir d'achat et sur la question des salaires.

François Hollande nous a proposé trois groupes de travail. Je pense qu'ils seront utiles. Mais François, je voudrais te proposer quelques autres éléments de travail collectif.

D'abord, il n'est pas possible que, dès maintenant, nous ne préparions pas les élections européennes. Ces dernières vont intervenir après la présidence française européenne, dans une conjoncture économique dégradée. Le traité de Lisbonne dispose que le Président de la commission sera choisis au sein du parti politique européen qui aura gagné les élections au Parlement européen : cela milite pour un bloc de gauche. Nous allons donc avoir un programme commun européen avec les sociaux démocrates européens.

Je ne voudrais pas que, le nez sur l'élection, on se retrouve dans une situation où nos démons passés nous reviennent et que de nouvelles divisions prospèrent. Il faut dès maintenant que le Parti socialiste français travaille dans le cadre du Parti socialiste européen pour la définition concrète de ce que doit être le programme de l'ensemble des socialistes européens car c'est au niveau continental que se passeront maintenant les élections.

Ensuite, il y a les élections régionales, elles vont intervenir à quelques encablures des présidentielles. Chers camarades, nous sommes à la tête de vingt régions, la question qui sera posée dans deux ans est assez simple : qui seront les sortants ? Le pouvoir ou les présidents de Région ?

Si nous ne commençons pas dès maintenant une campagne sur la fiscalité des collectivités locales. Si nous n'indiquons pas dès à présent que le pouvoir, par la politique qu'il a menée, étouffe les collectivités locales. Vous l'avez vu entre les deux tours des élections municipales ; La droite fera porter sur nous la situation fiscale régionale. Il faut un groupe de travail qui travaille dès aujourd'hui sur cette question-là. Le Parti socialiste doit être en disposition pour ces échéances. Car, au-delà du congrès, et j'en dirai un mot, c'est la marche de l'alternative qu'il faut construire.

Pour finir, un mot sur le congrès. Je pense que la première des rénovations, la première des reconstructions, la première des novations, c'est de changer la manière dont nous préparons notre congrès. Si notre prochain congrès, c'est à nouveau des motions totalisantes, qui sont, en fin de compte, l'expression de petits partis qui traitent tous les problèmes de la société, eh bien mes chers camarades, les Français ne s'y retrouveront pas. Le problème qui nous est posé, c'est de faire un congrès utile et pour cela, il serait bon, au lendemain de notre convention qui nous réunira, j'espère, sur la question de la déclaration de principe, de fixer nous-mêmes les questions, la dizaine de questions ou les cinq questions, ou les douze questions, peu importe, mais les questions en rapport avec ce à quoi sont confrontés les Français. Le congrès doit répondre aux questions que les français se posent, nous aurons à y répondre. Ce sont des questions pratiques. Cela n'exclut pas les questions

stratégiques, les questions politiques. Mais c'est à partir de questions que nous devons débattre et trancher l'orientation politique. Sinon, nous resterons chacun dans nos boutiques. Or, ce dont a besoin le Parti socialiste, au lendemain de sa victoire des municipales, c'est de réponses et d'unité.